

Du RPF à Matignon

Olivier GUICHARD - Entretien avec Daniel Desmarquest, le 25 janvier 1995.

Cet entretien est paru dans l'ouvrage *Avec De Gaulle : La traversée du désert (tome 2)*, Editions Nouveau-Monde, 2004.

- Quand le Général démissionne en 1946, une question se pose : pourquoi n'a-t-il pas mis en œuvre, dès 1945, les idées de Bayeux ?

O.G. : Je crois tout simplement qu'il a été convaincu pendant très longtemps qu'il n'aurait pas à passer par le biais d'un parti politique. Au fond, il n'était pas tenté par la prise en main d'un mouvement politique, il pensait que l'affirmation de ses idées avait suffisamment de poids auprès des gouvernants d'alors pour les orienter dans une bonne direction institutionnelle. Il a bien été obligé de constater qu'il n'arriverait pas à faire passer ces idées s'il n'avait pas un mouvement politique.

- C'est pourquoi en 1947, il se décide à fonder le RPF. Qu'est-ce qui distingue le RPF d'un parti traditionnel ?

O.G. : C'est l'affirmation perpétuelle et permanente du général de Gaulle que ce n'est pas un parti. Nous avons pourtant une organisation étrangement partisane, à la limite du militaire puisqu'il y avait des chargés de mission dans chaque région représentant le Général et décidant de tout dans la région en son nom. Il y avait chez le général de Gaulle un réflexe anti-parti depuis longtemps et il était très agacé d'avoir à passer par un parti politique d'où le choix des termes de Rassemblement, d'Assises, jamais un Congrès. Quant à la démocratie interne qu'il y avait installée, c'était lui qui nommait les membres du Comité directeur et il y avait des élus dans un Conseil national mais dont on ne savait pas grand chose.

- Vous vous souvenez comment a été conçu le nom RPF ?

O.G. : Non, mais l'idée de rassemblement correspondait bien à ce qu'il voulait faire.

- C'est à cette époque-là que vous le rencontrez ?

O.G. : C'est moi qui lui ai proposé mes services. A la suite de ma licence de lettres, j'ai commencé une thèse sur Mérimée. J'avais été très impressionné par le discours de Bayeux et un ami m'a présenté à Soustelle qui, apprenant que j'étais maire d'une commune du Sud-Ouest, m'a proposé de m'occuper de cette région pour le RPF. On m'a donné les 8 départements à gérer après m'avoir présenté au Général. Il m'a reçu pendant un quart d'heure pour me parler un peu du Sud-Ouest. Il connaissait assez bien les gens du Sud-Ouest, Chaban à Bordeaux ou le général de Montsabert à Pau par exemple.

- Quelles ont été vos fonctions au RPF ?

O.G. : J'étais délégué régional pour 8 départements du Sud-Ouest : Gironde, Landes, Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées, Lot, Lot-et-Garonne, Gers et Tarn-et-Garonne. Il y avait un autre délégué régional à Toulouse qui a été rapidement Frey. C'était une organisation régionale classique qui se tenait à peu près. Nous avons la responsabilité de réunir les adhérents, de voir les délégués départementaux, de faire des propositions pour leurs nominations. C'était une construction entièrement pyramidale. Nous étions au début 12 ou 15 délégués régionaux. Nous nous réunissions tous les premiers mercredis du mois sous la présidence du général de Gaulle. Il mettait un peu d'humour dans ces réunions. Quelquefois, il souriait en disant : « Monsieur Picard va nous parler du développement du RPF dans le canton d'Ambert ». Le reste du temps, nous voyagions. Pendant quatre ans, j'ai tourné dans le sud-ouest puis en Bourgogne. Je mendiais de l'essence auprès des préfets. J'ai fait tous les cantons de ces départements. Le Général ne refusait jamais de faire un voyage. A l'époque, c'était très difficile. Il effectuait ses déplacements uniquement en voiture, il voulait habiter chez certaines personnes mais pas chez d'autres. Il refusait d'aller à l'hôtel.

- Quelle était la motivation des cadres locaux, la couleur sociologique des militants, quelle était son importance numérique ?

O.G. : Le système des cartes est aujourd'hui ce qu'il était déjà. Nous avons démarré avec les élections municipales de 1947 qui ont été un tel succès qu'on s'est imaginé que tout le monde était devenu RPF. C'était déjà une réaction anti-troisième force. C'était aussi une réaction après la Libération. Le Sud-Ouest a été très éprouvé avec la résistance communiste. Fondamentalement, les gens voulaient sortir du système qu'ils avaient connu au lendemain de la guerre. Ils voulaient de la clarté, du panache, ce que disait le général de Gaulle leur paraissait raisonnable. Ils pensaient aussi que cela ne pouvait pas être confondu avec la droite. On a beaucoup touché la petite bourgeoisie urbaine, les commerçants, le monde agricole au début. Puis le RPF s'est lancé dans l'Association Capital-Travail, on a changé de portage social. Je ne crois pas qu'on ait effrayé les gens qui voulaient partir à droite et qui sont effectivement partis après l'élection de Pinay en 1951. Ce qui les a beaucoup plus inquiétés c'est lorsque le général de Gaulle s'est déclaré, après les élections de 1951, contre toute participation au gouvernement. Quand le Général jouait sur son projet d'Association Capital-Travail, il y avait une délégation du monde ouvrier dirigée par Morandat, la classe politique de droite trouvait que ce n'était pas mal, cela ne gênait personne. La droite jusqu'à l'Algérie ne s'est jamais sentie gênée.

- Cette préoccupation sociale n'était pas un moyen de concurrencer le PC sur son terrain ?

O.G. : Des gens comme Malraux résumaient la situation un peu vigoureusement, mais ce n'était pas tout à fait vrai. La première réunion que j'ai organisée, je l'ai faite avec Palewski à Fumel dans le Lot-et-Garonne, dans une région entièrement communiste. Il y avait une vieille dame qui s'était mise au premier rang et qui était la seule à applaudir nos discours, c'était Marguerite Moreno. Nous sommes sortis tous les trois sous les huées. A Toulouse, à la Halle aux grains, il y avait des réunions extrêmement violentes.

- Quels étaient vos moyens sur le plan local et quels étaient vos moyens de propagande ?

O.G. : Il y avait un journal, le Rassemblement dirigé par Jean Chauveau et Albert Ollivier. Il y avait des Rassemblements par secteurs (ouvrier, agricole...). Il y avait des orateurs nationaux dont certains venaient du PC d'ailleurs. Nous avions besoin d'un certain nombre de moyens ; il fallait vivre, circuler, trouver de l'argent pour les permanences. Trouver de l'argent dans des départements comme le Lot-et-Garonne ou le Gers pour un parti politique de ce type, c'était une gloire, contrairement au plan national où les grandes opérations comme le Timbre ont très bien marché.

- Comment expliquez-vous la chute électorale en 1951 ?

O.G. : Ce n'est pas une chute électorale, on venait de zéro. Personnellement, j'avais en face de moi des gens comme Chaban qui était déjà maire de Bordeaux, des gens qui avaient des réactions gaullistes, mais il y avait aussi des gens qui, après avoir été des gaullistes, étaient devenus très anti-gaullistes, c'était eux les vrais adversaires du développement du RPF. Chevigné par exemple, compagnon de la Libération, président du Conseil général des Basses-Pyrénées, était d'un anti-gaullisme forcené ; il s'est battu contre tous nos candidats.

- Cela gênait les carrières locales ?

O.G. : Ces gens-là n'appréciaient pas l'opération du Général qui avait absorbé une partie du MRP. Ils estimaient aussi que la gloire du gaullisme c'était eux, ceux qui avaient fait la guerre et qu'on allait ternir cette gloire en faisant de la politique. L'anti-gaullisme est le seul sentiment politique permanent en France, ce n'est pas le gaullisme. Dès 1947, il y a eu au sein du RPF des gens qui pensaient que sur la base des énormes succès électoraux, il fallait construire cette structure pyramidale et présenter des candidats partout et ceux qui disaient que puisqu'on avait fondé un parti politique il fallait faire de la politique comme tout le monde. Cela a été un vrai problème. Aux cantonales, la doctrine du RPF a été de présenter des candidats partout. J'ai protesté, je l'ai dit au Général et j'avais raison, nous avons eu très peu d'élus.

- Est-ce qu'au RPF on pensait que par ce biais le Général reviendrait plus vite au pouvoir et lui-même le pensait-il ?

O.G. : Je suis sûr qu'il l'a pensé au début. Il l'a dit jusqu'à la fin, mais il s'est bien rendu compte que cela ne pouvait aller très loin. A Dijon, le Général m'avait dit qu'il tenait absolument à ce que Billotte soit élu en Côte d'Or. Je lui avais dit que s'il refusait les apparentements de manière systématique, Billotte ne serait pas élu en Côte d'Or. Il était embêté et finalement il m'a dit qu'il ne voulait pas le savoir, que je me débrouille pour faire élire Billotte. Je suis allé en Côte-d'Or et j'ai apparenté Billotte à Kir sinon il n'aurait pas été élu.

- Durant cette période, on a le sentiment d'un de Gaulle très pessimiste ?

O.G. : Oui parce qu'il y a eu le thème des Soviétiques à deux étapes du Tour de France. Je pense qu'il y croyait assez à cette époque-là. Il avait un goût naturel du catastrophisme et un scepticisme sur les hommes. Lorsqu'il parlait avec nous du développement du RPF, il se rendait bien compte qu'aucun parti n'était organisé comme le nôtre, à part le PC. Tous les autres partis étaient organisés autour d'une personnalité locale.

- A partir de 1951, vous devenez son chef de cabinet, vous êtes proche de lui mais en même temps vous dites qu'il n'y avait pas d'intimité avec lui ?

O.G. : Je n'ai jamais vu le Général avoir de l'intimité avec quelqu'un. Celui dont je l'ai senti le plus proche, c'est Juin. Même l'intimité familiale était limitée. C'était des relations très formelles. Pour ce qui est de nous, la vie était très simple. Le Général était là deux ou trois jours par semaine. Plus la période des voyages qui demandaient beaucoup de préparation. Rue de Solférino, il y avait le bureau du Général qui était minable, il s'en fichait. À côté, il y avait le bureau de Bonneval, son aide de camp qui s'occupait des choses matérielles et il y avait mon bureau et celui de trois secrétaires. Pendant très longtemps, il y a eu Beaulaincourt qui était avec les secrétaires et qui ne faisait que le courrier. C'était très compartimenté. Moi, j'étais plus polyvalent parce que je n'étais chargé de rien en particulier. Je devais diriger le cabinet c'est tout. J'organisais les rendez-vous du Général un peu au petit bonheur la chance.

- Il a beaucoup reçu pendant ces années-là ?

O.G. : Beaucoup de gens voulaient le voir et d'autre part, j'avais envie qu'il rencontre certaines personnes.

- Quel était votre objectif dans ces rencontres ?

O.G. : C'était de le garder dans la vie politique. Si je ne l'avais pas fait, le Général se serait contenté de venir une journée à Paris pour voir ses enfants. Je le voyais toutes les semaines pour lui raconter un peu ce qui se passait. Je l'entretenais dans l'idée qu'il y avait des gens qui pensaient à lui et qu'il n'était pas coupé de la vie publique. J'en avais besoin sur le plan politique car si on voulait préparer les choses, il fallait bien garder des contacts.

- Préparer les choses, à partir de 1955, cela veut-il dire qu'il ne croit plus à un retour immédiat.

O.G. : Oui. Il était persuadé à partir de 1951 que son retour avec le système qu'il avait mis en place ne marcherait pas.

- Vous, vous pensiez qu'il reviendrait au pouvoir ?

O.G. : Je restais persuadé qu'il reviendrait car je voyais bien comment fonctionnait la IV^e République. Bien sûr, la carte n'était plus le RPF mais nous avions quand même installé en France un système politique qui nous sera bougrement utile en 1958. C'était la structure de l'UNR. On a continué d'entretenir une correspondance avec les anciens délégués, avec ceux de la France libre et il a continué à voyager un peu. Ce n'était pas systématique mais le voyage était l'occasion de revoir des gens qu'il n'avait pas vus depuis longtemps. Par ailleurs, les Mémoires ont été une opération de remise en piste très importante. Cela a été un succès de librairie, un succès de presse. Nous avons continué à entretenir la presse. Je n'ai pas cessé de voir des journalistes. Il y avait des moments où on n'y croyait plus mais cela permettait de faire les choses. Par exemple, l'opération que j'ai faite avec Masmoudi, je l'ai faite parce que le jour du bombardement de Sakhiet, je suis allé prendre un verre chez Roger Stéphane. J'y ai retrouvé un certain nombre de gens dont Masmoudi. C'est avec lui que j'ai monté cette affaire. Je l'ai emmené le lendemain même à Colombey et l'entretien qu'il a eu a de nouveau attiré l'attention de la presse et de l'opinion publique que le Général.

- Durant ces années 57-58, on voit bien que les problèmes du Maghreb sont de plus en plus importants. Avez-vous vu évoluer sa pensée sur ce sujet ?

O.G. : Sur l'Algérie, il ne m'en parlait pas beaucoup parce que ce n'était pas mon domaine. Il y a eu une certaine évolution. Pour comprendre, il faut revenir en arrière. Evian c'est : la France est plus importante que l'Algérie. A partir du moment où on ne peut traiter les problèmes de la France dans le monde avec l'Algérie à ses basques, il faut faire ce qu'il faut. Cela vient des idées qu'il a pu avoir des possibilités d'association avec une Algérie pratiquement indépendante. C'était cette idée qu'il avait pour toute l'Afrique. Il voyait très bien l'Algérie s'orientant de cette manière-là. Cela ne le dérangeait pas du tout. Il a pensé que cela se passerait bien. Il a évolué en voyant que chaque fois ça échouait. On n'arrivait pas à avoir un vrai contact. Il a tout essayé, la voie militaire, la voie administrative, les uns, les autres. Il s'est petit à petit habitué à cette idée qu'il n'y arriverait pas et que finalement, l'intérêt de la France n'était pas d'essayer indéfiniment de trouver quelque chose pour que ça marche, mais de rompre parce qu'il fallait rendre à la France la priorité. L'idée d'une Algérie française l'agaçait depuis très longtemps et là-dessus il n'a pas changé. Il se rendait compte que l'évolution était indispensable mais il a pensé pendant très longtemps que ce serait l'indépendance dans la coopération. Beaucoup de ceux qui venaient le voir étaient des gens qui étaient déjà partisans de l'indépendance de l'Algérie.

- C'est à partir de 1958, que vous sentez le général de Gaulle plus attentif à l'événement ?

O.G. : Oui parce qu'il a senti qu'il y avait des rapports directs qui pouvaient se nouer avec la présidence de la République.

- Quels étaient vos contacts avec l'antenne d'Alger ?

O.G. : Les contacts étaient très amicaux et fréquents aussi bien avec Delbecque qu'avec Neuwirth mais nous avons surtout fait de la transmission. Les rapports avec les militaires ont davantage été traités par Foccart que par moi. Le Général savait tout. Moi du côté politique, je dois dire que j'ai toujours été persuadé que lorsqu'il m'expliquait qu'il n'irait jamais devant le Parlement, il me racontait des histoires. Au fond, j'avais raison. Il a cédé tout de suite mais il a dit le contraire jusqu'à la fin.

- Pour revenir sur ces jours de Mai 1958, Pompidou vous reproche d'avoir embarqué le Général dans une aventure sans avenir ?

O.G. : C'est vrai. Pompidou n'y croyait pas. C'était entre le 15 et le 20 mai et le 25 ou le 26, quand je lui ai dit qu'il fallait qu'il se rende à Colombey où le général de Gaulle l'attendait, il y est allé et il s'est passé ce qui devait se passer. Mais il n'avait pas suivi les choses de très près. De plus, je crois qu'il était à la fois très content mais en même temps, il était bien décidé à s'en aller le plus tôt possible.

- Comment était le Général à ce moment-là?

O.G. : Il était psychologiquement très attentif au maintien des équilibres qui conditionnaient la situation. Le désir de ne décourager personne. Il était extrêmement attentif à ce qui se passait. La première déclaration a pris tout le monde de vitesse.

- Y avait-il, dans les rangs gaullistes, des gens qui étaient partisans d'une autre méthode ?

O.G. : Oui, en particulier les militaires.

- Vous avez présenté ce scénario au Général ?

O.G. : Non personne n'a jamais présenté cela. Il a vu Ely, Bonneval, des gens comme ça, mais nos amis d'Alger, il ne les a pas vus.

- Vous vous avez, eu des contacts directs avec Salan ?

O.G. : Oui, mais pas très fréquents. C'est surtout Foccart qui les a eus. Lorsque nous sommes partis à Alger, le Général m'a dit qu'il voulait emmener Jacquinet, Lejeune et Guillaumat. Résultat, j'ai eu des pépins avec Massu.

- Lorsque vous êtes arrivé à Matignon, avez-vous eu l'impression que c'était le résultat de tous les efforts entrepris depuis 1947 ?

O.G. : Oui, mais je n'ai pas eu l'impression non plus que c'était la fin, sinon je n'aurais pas participé à la création de l'UNR. Le Général au fond n'avait pas envie qu'on refasse un mouvement politique, il avait gardé un mauvais souvenir du RPF. Petit à petit, il s'est rendu compte que son régime ne pouvait pas marcher sans cela.